

# Bouchet: "Il manque une volonté politique"

**Christophe Bouchet, le patron de Sportfive et ancien président de l'Olympique de Marseille, dénonce la frilosité de l'Etat pour la construction de nouveaux stades et en appelle au Président**

Le mois prochain, la FFF annoncera la liste des 12 stades retenus pour le dossier de candidature de la France à l'Euro 2016. Pour les villes candidates, l'enjeu politique et économique est énorme, vu l'état général des enceintes hexagonales, souvent dépassées ou pas aux normes. Christophe Bouchet, directeur général de Sportfive (propriété, comme le JDD, du Groupe Lagardère), gère le marketing de plus de la moitié des clubs professionnels français. Il est donc intéressé à leur croissance, qu'il n'imagine pas possible sans de grands stades modernes. "*Malheureusement, on n'en prend pas le chemin*", dénonce-t-il.

## **L'Etat a annoncé qu'il débloquera 150 millions d'euros si la France obtient l'Euro. Qu'en pensez-vous?**

Deux choses m'ennuient. D'abord, on conditionne une aide à l'obtention de l'Euro 2016. Cela montre bien que personne n'a pris la mesure du problème des stades en France. La candidature ne doit pas être une fin en soi mais un moteur pour construire enfin des stades modernes, couverts, confortables, donc générateurs de business. Il faut bien comprendre l'enjeu : les villes importantes qui n'auront pas de telles enceintes périliteront par rapport à leurs voisines françaises et européennes. Les clubs de foot qui n'auront pas cet outil dans cinq ans disparaîtront de l'élite. Parce que leur économie est trop dépendante des droits TV, qui vont baisser et condamner ceux qui n'auront pas d'autres ressources. Quand on dit qu'on va donner quelque chose si la France obtient l'Euro, j'entends qu'on restera à l'âge de pierre dans le cas contraire. La deuxième chose, c'est ce chiffre de 150 millions.

## **C'est insuffisant?**

Cela n'a surtout pas de sens. Soit c'est "zéro euro" et on donne les moyens au privé d'entrer dans le système. Soit on donne beaucoup plus pour avoir une vraie politique ambitieuse. Là, c'est du saupoudrage.

## **A combien chiffrez-vous le besoin?**

C'est un marché de 1,5 à 2 milliards d'euros. Je rappelle que l'Etat reçoit aujourd'hui 500 millions d'euros du football professionnel, via toutes les taxes. La construction de stades serait pour lui une garantie de rentabilité exceptionnelle à venir. Par l'impôt sur les salaires des joueurs, qui augmenteraient mécaniquement avec la hausse des budgets des clubs née d'une plus grande fréquentation. Mais aussi par la TVA sur les spectacles, etc. Et puis un stade, c'est de la création d'emplois dans le BTP. Un simple calcul économique devrait pousser l'Etat à lancer une modernisation massive des stades. D'autant qu'ils draineront mille autres choses au niveau commercial, on le voit dans les projets de Lyon et Lille.

## **Vous réclamez donc davantage d'investissements publics?**

Non, il ne s'agit pas de faire l'aumône. La Commission Séguin a montré qu'on devait passer du tout public au tout privé. On a voté sous Bernard Laporte une demi-loi qui introduit un concept d'intérêt général pour la construction des stades. Mais c'est tellement vague qu'elle permet aussi de tout bloquer. Rama Yade devrait passer à l'action au lieu de proposer un catalogue de bonnes résolutions ou d'exprimer un jugement sur tout ce qui se passe dans le monde. Mais c'est vrai qu'elle n'est pas la patronne... Il manque une volonté politique forte. Elle ne peut venir que du président de la République et du Premier ministre.

**Une grande déclaration ne va pas changer les choses.**

Exact, mais un réel enthousiasme politique accompagné de mesures structurelles, certainement. Il y a un spectacle déplorable de projets bloqués parce que des mairies d'un bord politique sont en désaccord avec des communautés urbaines de l'autre bord. C'est le cas à Bordeaux, à Marseille ou Lyon. C'est pathétique. Il est invraisemblable qu'on mette autant de bâtons dans les roues d'un acteur économique comme Jean-Michel Aulas (le président de l'OL) qui souhaite injecter 200 millions d'euros dans un projet d'envergure.

**Est-il politiquement raisonnable en période de crise de réclamer des assouplissements à des fins privées ?**

J'entends l'argument. Mais je répète que l'argent existe dans le privé et que le rendement serait extraordinaire pour un Etat. Ne nous mesurons pas à l'Angleterre ou l'Espagne, c'est incomparable. Mais regardons ce qui s'est passé en Allemagne, qui a engagé une vraie politique de rénovation de ses stades pour la Coupe du monde 2006. La fréquentation est passée de 26 000 à 46 000 spectateurs en moyenne. Clubs, villes, tout le monde s'y retrouve. La même chose en France profiterait aussi à l'Etat...

[Bénéficiez d'un bonus 50%! Jusqu'à 22€ offerts pour parier avec bet-at-home.com](http://www.bet-at-home.com)